

# Objectif 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

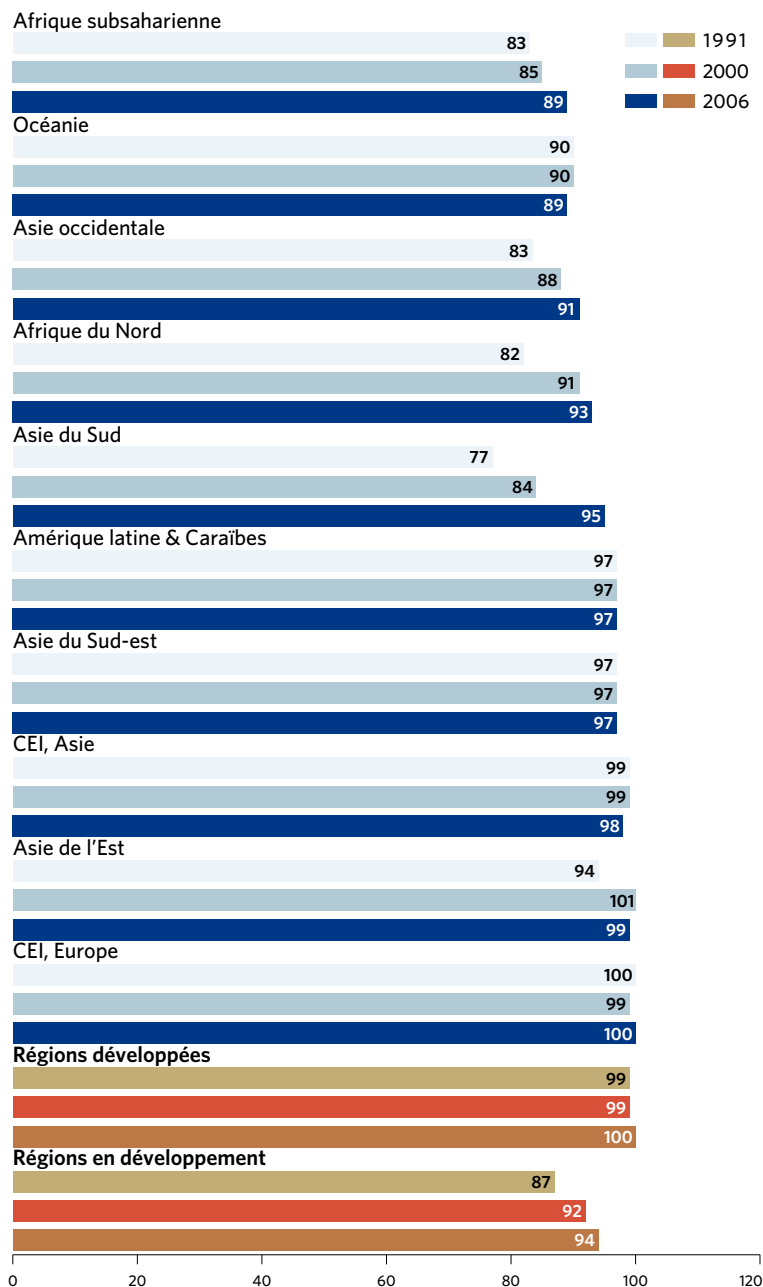


**OBJECTIF:**

Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement, en 2015 au plus tard

## Les filles n'ont toujours pas un accès équitable à l'école primaire dans certaines régions

Taux d'inscription des filles à l'école primaire par rapport aux garçons, 1990/1991, 1999/2000 et 2005/2006 (Filles/100 garçons)



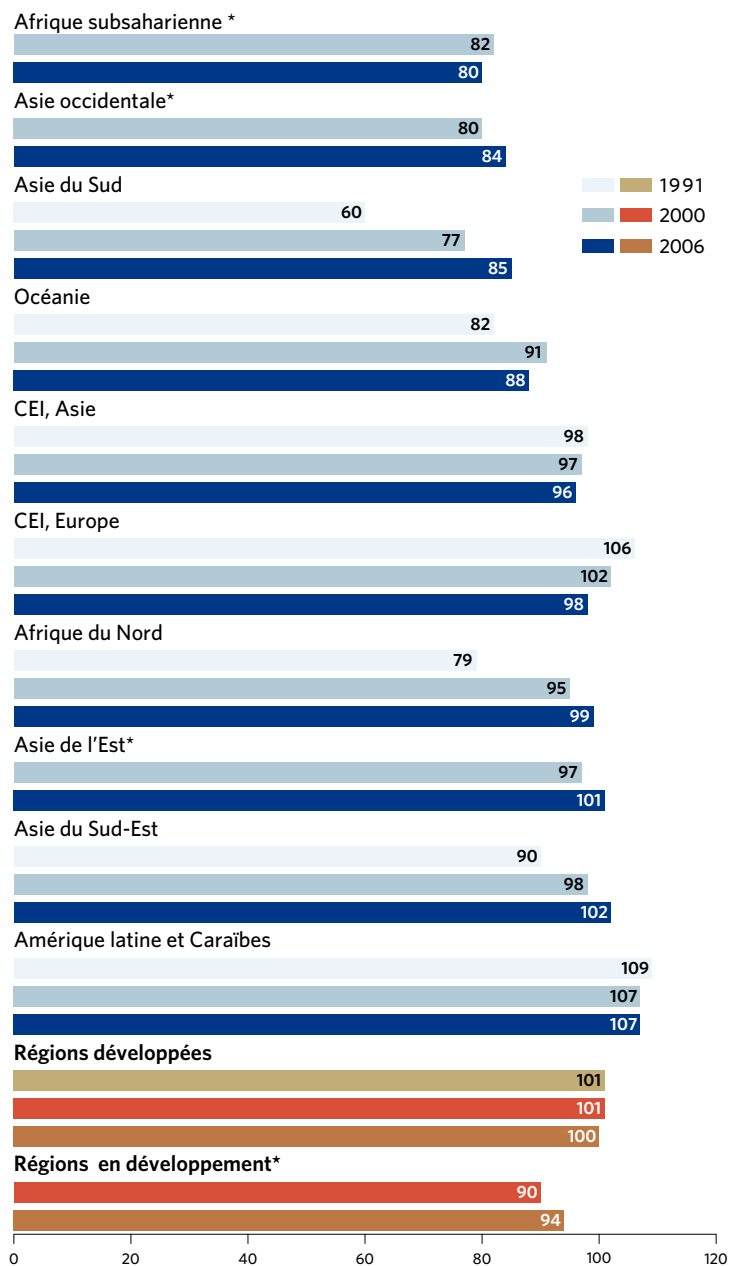
Le taux de scolarisation des filles a été relevé de manière considérable dans presque toutes les régions, témoignant du degré d'engagement des gouvernements à promouvoir leur éducation. De 2000 à 2006 le taux de scolarisation des filles au niveau du primaire a progressé plus rapidement que celui des garçons dans toutes les régions en développement. Deux pays sur trois sont ainsi parvenus à atteindre la parité dans l'enseignement primaire. En dépit de ces progrès considérables, les filles représentent encore 55 % des enfants non scolarisés.

Au compte de ses succès dans l'accroissement du taux global de scolarisation au niveau du primaire, l'Asie du Sud est la région qui a accompli les plus grands progrès en termes de parité filles-garçons depuis 2000. L'Afrique subsaharienne, l'Asie occidentale et l'Afrique du Nord ont également enregistré des améliorations dans la réduction des disparités entre les sexes. A l'opposé, l'Océanie a régressé, affichant un léger recul de la parité filles-garçons au niveau de la scolarisation primaire. L'Océanie, l'Afrique subsaharienne et l'Asie occidentale affichent les plus grands écarts entre les sexes dans ce secteur.

En Afrique de l'Ouest et centrale, où des taux élevés de redoublement et d'abandon scolaire sont courants, les filles, en particulier, ne sont souvent pas inscrites à l'école et, quand elles le sont, elles quittent souvent l'école. La sécheresse, les pénuries alimentaires, les conflits armés, la pauvreté, l'absence d'enregistrement des naissances, le travail des enfants, le VIH et le sida sont autant de facteurs qui maintiennent les taux de scolarisation à un faible niveau et contribuent aux taux élevés d'abandons scolaire des filles et des garçons dans ces sous-régions, avec des répercussions particulièrement préjudiciables pour les filles.

## La parité des sexes à l'école primaire est de bonne augure pour l'éducation des filles

Taux de scolarisation des filles au niveau du secondaire par rapport aux garçons, 1990/1991, 1999/2000 et 2005/2006 (Filles pour 100 garçons)

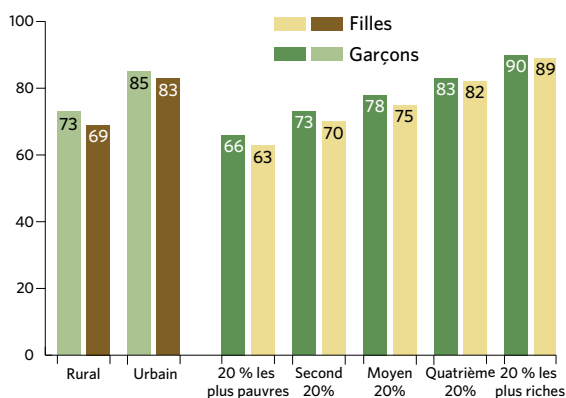


\*Données non disponibles pour 1991.

Lorsque les écarts filles-garçons ont été comblés au niveau du primaire, les filles poursuivent généralement des études secondaires, tandis qu'un bon nombre de garçons entrent dans la vie active. Le taux de scolarisation des filles au niveau du secondaire dépasse celui des garçons dans trois régions. Les mauvais résultats scolaires des garçons constituent un sujet de préoccupation en Amérique latine et dans les Caraïbes. Par contre, lorsque la scolarisation des filles au niveau du primaire est plus faible que celle des garçons, l'écart entre les sexes se creuse davantage au niveau de l'enseignement secondaire et tertiaire.

## Des approches ciblées sont nécessaires pour que les filles des zones rurales pauvres poursuivent leur scolarité

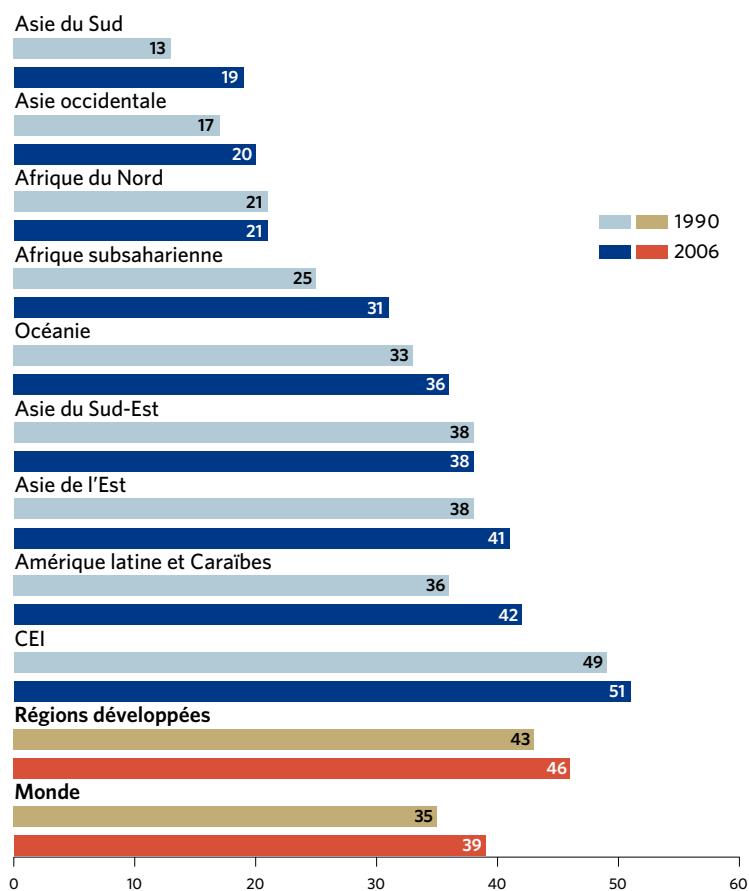
Taux net de scolarisation primaire des filles et des garçons dans les régions en développement, par lieu de résidence et richesse du ménage, 2000/2006 (Pourcentage)



Dans les pays en développement, la fréquentation de l'école primaire pour les filles et les garçons est quasiment la même pour les enfants issus de familles riches et dans les zones urbaines. Cependant, des interventions ciblées sont nécessaires pour encourager les filles des zones rurales et des ménages pauvres à s'inscrire à l'école et à poursuivre leur scolarité. Les écoles satellites dans les zones isolées, l'élimination des frais de scolarité, les cantines scolaires, la construction d'installations sanitaires séparées pour les filles, un milieu scolaire sécuritaire et la promotion du report de l'âge du mariage, constituent autant de mesures qui encouragent les filles à fréquenter l'école.

## Le marché de l'emploi devient plus ouvert, mais les femmes restent confinées dans des emplois mal payés et précaires

Employés dans le secteur salarié non agricole qui sont des femmes, 1990 et 2006 (Pourcentage)



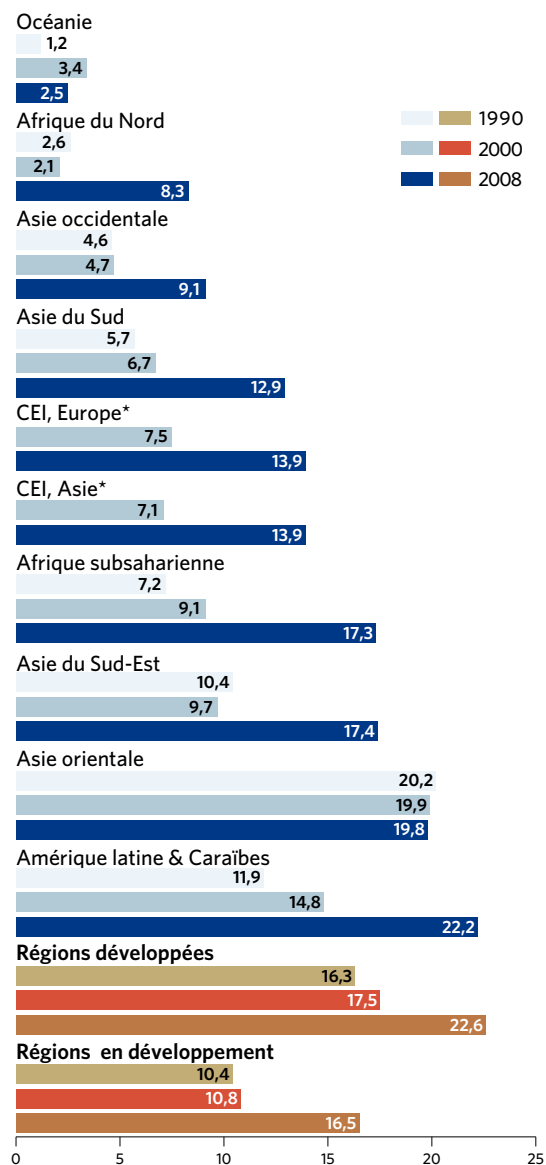
Les femmes ont un meilleur accès aux sources de revenus qu'auparavant. Globalement, elles occupent 40 % des emplois rémunérés dans les secteurs non agricoles, par rapport à 35 % en 1990. Mais près des deux tiers des femmes dans le monde en développement ont des emplois précaires, travaillant à leur compte ou comme travailleuses familiales non rémunérées. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, ce type d'emploi représente plus de 80 % des emplois féminins.

Les femmes sont par ailleurs disproportionnellement représentées dans les emplois à temps partiel, saisonniers et de courte durée du secteur informel, et, par conséquent privées de la sécurité de l'emploi et de prestations. Les types d'emplois continuent à dépendre du sexe et les postes dominés par les femmes continuent à être peu valorisants, mal rémunérés et caractérisés par des conditions de travail médiocres. Bien que le nombre de femmes instruites ait augmenté, et, parallèlement, le nombre de femmes occupant des postes de responsabilité, la majorité des femmes continuent à occuper des emplois subalternes, moins valorisés et se heurtent à de plus grands obstacles pour accéder à des postes élevés. Par conséquent, les femmes ont davantage de difficulté à convertir leur labeur en travail rémunéré, et à faire en sorte que ce travail rémunéré rapporte des revenus plus élevés et plus stables. Même dans le secteur public, où les femmes ont la sécurité de l'emploi et bénéficient des mêmes avantages que les

hommes, on les rencontre plus souvent dans les structures locales que centrales des gouvernements. Soucieux de corriger ces inégalités, les partenaires du développement ont accordé une attention particulière à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. En 2005-2006, par exemple, un sixième de l'aide bilatérale était alloué à des secteurs à des fins d'amélioration de la condition des femmes.

## Les femmes gagnent lentement du terrain en matière de prise de décisions politiques, mais les progrès sont irréguliers, avec des écarts régionaux prononcés

Proportion des sièges occupés par des femmes dans les législatures uniques ou les chambres basses des parlements nationaux, 1990, 2000 et 2008 (Pourcentage)



\* Données non disponibles pour 1990.

En janvier 2008, la proportion mondiale de sièges parlementaires occupés par les femmes avoisinait les 18 %. Toutefois, cette proportion continue à fluctuer, et la moyenne mondiale occulte les différences nationales et régionales. Les femmes détiennent au moins 40 % des sièges dans cinq parlements : Le Rwanda vient en tête avec 48,8 %, suivi par la Suède (47 %), Cuba (43,2 %), la Finlande (41,5 %) et l'Argentine (40 %). Les femmes occupent au moins 30 % des sièges parlementaires dans 20 pays, mais aucun n'est en Asie. Aucune femme n'a obtenu de siège lors du renouvellement des parlements en 2007 en Micronésie, à Nauru, à Oman et au Qatar, et les femmes représentent moins de 10 % des représentants dans un tiers de tous les pays.

Les parlements des pays nordiques continuent à surpasser les autres pays avec plus de 41 % de représentation féminine en moyenne. En Amérique latine et aux Caraïbes, les femmes sont mieux représentées que par le passé, avec 22 % des sièges. L'augmentation du nombre de femmes parlementaires ces dernières années en Afrique subsaharienne a été largement maintenue lors des élections de 2007. L'Océanie est la seule région où la participation des femmes a stagné.

Cette représentation inégale des femmes dans les parlements nationaux n'est pas un fait du hasard. On observe une meilleure représentation proportionnelle dans les systèmes électoraux ayant introduit des quotas. Les quotas sont des dispositifs de soutien importants et peuvent être appliqués avec des mesures d'accompagnement, telles que la promotion active de la candidature des femmes par les partis politiques, et la mise en place de programmes de formation en matière de campagne électorale et de collecte de fonds. Dans certains pays, les femmes sont soutenues par un mouvement dynamique de la société civile. À la base de tous ces efforts, on retrouve la volonté politique des dirigeants de promouvoir l'accès des femmes aux parlements.

En dépit d'une plus grande participation parlementaire, les femmes sont largement absentes des plus hauts niveaux de gouvernance. En janvier 2008, on comptait sept femmes sur 150 chefs d'État élus, et huit femmes sur 192 chefs de gouvernement des États membres des Nations Unies. Globalement, 16 % seulement des postes ministériels de par le monde étaient détenus par des femmes. Sur ce total, 13 pays ne comptaient aucune femme dans leurs cabinets, alors que les femmes détenaient 30 % des postes ministériels dans 22 pays, principalement en Europe et en Afrique.

La présence des femmes dans d'autres forums est aussi importante. Les camps de réfugiés comptent, en moyenne, 50 % de femmes, mais leur participation aux prises de décisions dans ces camps reste encore faible. Les données recueillies dans plus de 80 camps révèlent qu'une participation équitable n'a été établie que dans deux camps sur cinq. Des données plus récentes indiquent cependant que, entre 2005 et 2007, la participation politique des femmes dans les camps de réfugiés était à la hausse.